

GT CNAS du 21.01.2021

RÉGIONALISATION DU RÉSEAU DES DÉLÉGATIONS

L'année 2020 a été marquée par des bouleversements économiques liés à la pandémie de Covid-19. Et ce n'est malheureusement pas fini !

Tout au long de la crise, les organisations syndicales ont demandé une suspension des réformes néfastes pour les services et les personnels. Bercy a systématiquement refusé.

Les politiques ministérielles d'action sociale ne sont pas épargnées. Plusieurs chantiers ont été mis en route, en dépit de l'opposition quasi unanime des personnels par la voix de leurs représentants et des organisations syndicales contre ce qu'il faut bien appeler le plan de destruction de l'action sociale.

Un communiqué a d'ailleurs été envoyé le 10 décembre à la secrétaire générale pour expliquer les raisons de notre non-présence au CNAS.

Aujourd'hui, ce groupe de travail porte sur la réforme du réseau de l'action sociale. Cette réforme que vous voulez et dont la CGT ne veut pas. Cette réforme dont l'objectif est de regrouper les missions et de vider les départements d'une action sociale de proximité répondant aux besoins des agents en appauvrissant les réseaux et les services offerts.

Un exemple peut illustrer nos propos, dans les documents de travail nous pouvons lire que le réseau régional « va renforcer le service rendu au niveau local!! » Cette manière de présenter les choses est mensongère et incompréhensible, comment faire mieux avec toujours moins ?

Renvoyer tous les agents actifs et retraités derrière un ordinateur sur des plateformes mal fichues ou inaccessibles ? Nous vous rappelons que plus de 20 % de la population n'a pas d'ordinateur !

Les retraités notamment.

C'est le signe de votre déconnexion totale avec les besoins des agents et la réalité concrète des situations de travail des personnels de l'action sociale.

D'ailleurs c'est illustré par votre langue de bois qui consiste à répéter comme un mantra que c'est pour :

- répondre aux attentes des agents ;
- faire face aux évolutions en cours.

Alors que dans la réalité cela se traduit par des suppressions de postes et de moyens.

Bref, tout ce qui se trouve dans les documents est déjà connu, tous les constats que vous écrivez la CGT les avaient déjà dénoncés. En revanche, la CGT a été beaucoup plus prompte à dresser les bilans et faire des propositions pour améliorer l'action sociale.

Comme d'habitude, dans ce ministère, les organisations syndicales ne sont pas écoutées, votre new public managment appliqué à grande échelle n'a qu'un seul objectif vider les missions et réduire les dépenses au profit d'officine privées.

Ce que la CGT aurait aimé voir dans les documents c'est un état des lieux par département du nombre de délégués et d'assistants de délégations. Cela vous a d'ailleurs été demandé par notre camarade de FO vendredi, la réponse nous est parvenue seulement hier à 16H !

Nous aurions également voulu connaître les moyens que vous mettez en place pour parvenir à répondre aux besoins des agents. Les attentes des agents que vous subodorez dans vos tours d'ivoire ne sont pas la même chose !

Tous les agents du ministère ont besoin de l'action sociale, que ce soit les actifs ou les retraités.

Mais la politique que vous souhaitez se résume à un affichage et non à la mise en œuvre d'action sociale réelle au service des agents et de leurs besoins !

Nous en concluons, encore un groupe de travail inutile, si ce n'est remplir les cases d'un agenda social qui se veut soit-disant ambitieux ! Votre pilotage par indicateurs et tableaux excel est mortifère pour l'action sociale.

Aujourd'hui c'est une énième coquille vide, l'année 2021 se présente bien mal : pas de vaccinations mais des réformes menées contre les agents.

LA CGT SERA TOUJOURS PRÉSENTE AUX CÔTÉS DES AGENTS ET CONTINUERA À FAIRE DES PROPOSITIONS POUR AMÉLIORER LE SERVICE SOCIAL DANS NOTRE MINISTÈRE.